



Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques

Archives

23 | 1999

Officiers "moyens" (1)

Gilles de Gouberville officier

Activités « professionnelles » et relations sociales

Philippe Hamon



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/2222>

DOI : 10.4000/ccrh.2222

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 20 octobre 1999

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Philippe Hamon, « Gilles de Gouberville officier », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 23 | 1999, mis en ligne le 17 janvier 2009, consulté le 24 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/2222> ; DOI : 10.4000/ccrh.2222

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Gilles de Gouberville officier

Activités « professionnelles » et relations sociales

Philippe Hamon

- 1 Le *Journal* de Gilles Picot, sieur de Gouberville et du Mesnil-au-Val est une source qu'on ne présente plus. Il a donné lieu récemment à une réédition complète qui reprend les transcriptions effectuées au XIX^e siècle après sa mise au jour en deux temps¹. Il a nourri de nombreux travaux dont le premier, dû à l'abbé Tollemmer, son premier « inventeur », remonte à 1870². Un bon siècle plus tard, Madeleine Foisil consacre à Gouberville et à ses écrits un livre important³. Cependant, elle ne s'attache guère à l'exercice de son office ni à l'étude du monde des officiers. C'est dans deux ouvrages antérieurs que l'on peut trouver des éléments plus directement utiles sur ces aspects. Michel Devèze les évoque en quelques pages dans sa thèse sur la forêt. Quant à George Huppert, il leur réserve un chapitre entier de ses *Bourgeois et gentilshommes*⁴. Mais, dans la perspective qui est ici la mienne, ces deux développements s'avèrent assez décevants. L'étude de l'activité professionnelle par Michel Devèze, à partir d'un document qui semble pourtant significatif pour son propos, est très superficielle. Huppert pour sa part me paraît souvent rapide, et très critiquable, comme on le verra, sur plusieurs points importants de son analyse socio-culturelle.
- 2 D'où l'intérêt de reprendre à frais nouveau, et de façon un peu plus systématique, la question de Gouberville officier. Elle permet d'une part, dans une perspective micro-historique, d'évoquer un destin individuel qui est, comme toujours, à la fois singulier (voire exceptionnel) et représentatif. D'autre part, elle autorise une remise en cause partielle de l'approche « canonique » du personnage, fruit d'une historiographie déjà séculaire, mais qui, à de rares exceptions près, a utilisé le *Journal* comme illustration, sans le prendre véritablement comme objet d'étude. Pour cet ambitieux programme, un peu de modestie préalable ne nuit pas, d'autant qu'il n'est guère envisageable d'épuiser le sujet dans le cadre de cette brève contribution. Quatre thèmes d'inégale importance ont été retenus. Il est tout d'abord nécessaire de rappeler le peu que l'on sait de la carrière de Gilles de Gouberville avant d'analyser de façon précise certains aspects de sa pratique « professionnelle ». Ces développements conduisent à réfléchir sur les critères qui permettent de situer Gouberville au sein du monde de l'office : ils posent en particulier le

problème de son appartenance aux « officiers moyens ». Enfin l'étude de la sociabilité de Gouberville, en particulier ses contacts avec les autres officiers, permet de compléter et d'affiner encore cette réflexion.

La carrière de gilles de Gouberville

- 3 Gilles Picot de Gouberville hérite d'une charge qui a d'abord été exercée par son père Guillaume. Ce dernier en effet est nommé le 23 mars 1524 (ou 1525) lieutenant particulier en la vicomté de Valognes (nord du Cotentin) du grand maître des eaux et forêts de Normandie. Guillaume, qui succède à un certain Pierre Le Cappon, est désigné par le grand maître Louis de Rouville⁵. Gilles succède à son père à la suite d'une résignation et il reçoit alors des lettres de commission du roi datées du 14 avril 1543. Après serment, il prend possession de sa charge le 30 juin⁶. Il l'exerce principalement à Valognes et dans les forêts de son ressort. À quoi correspond-elle précisément ? En Normandie, les lieutenants particuliers de vicomté ont été précocement stabilisés. Sans autre supérieur dans la province que le grand maître lui-même, ils font en fait figure dans leur circonscription de « maîtres particuliers » sans le titre⁷. Mais l'édit de février 1555 sur les eaux et forêts va modifier cette situation⁸. Il érige en offices royaux « formez » toutes les charges des eaux et forêts (article premier) et précise dans ses articles 5 et 19 que les anciens officiers doivent prendre de nouvelles provisions dans les deux mois après publication. D'autre part, par l'article 4, le roi crée un maître particulier par bailliage (avec des gages de 300 livres par an), établissant ainsi un échelon supplémentaire dans la hiérarchie du personnel forestier. Gouberville fait les démarches nécessaires pour obtenir sa confirmation, sans doute en mai 1555, puis tente d'acquérir la charge de maître particulier du bailliage de Cotentin. Il se rend pour ce faire à la cour, à Blois, en février 1556. Il y aura lieu de revenir sur son séjour, mais l'essentiel pour l'heure est de savoir qu'il échoue dans sa démarche : l'office revient à Nicolas Hennot, sieur d'Arreville, qui semble être venu à Blois au même moment et dans le même but que Gouberville.
- 4 A la suite de cet épisode, Gouberville déserte Valognes⁹. Mais surtout il n'exerce pratiquement plus sa charge : d'autres sources permettent de savoir que c'est Hennot qui vient tenir à Valognes la juridiction des eaux et forêts à plusieurs reprises en 1557-1558¹⁰. Cette position très en retrait de Gouberville ne semble pas poser de grave problème administratif, du moins à la lecture du *Journal* qui n'évoque ni sanction, ni menace de sanction. Il est vrai que subsiste une certaine part d'ambiguïté, liée au fait que certaines tâches qui lui incombent – mais non toutes – sont peut-être assurées pour lui par certains de ses proches. Pour autant Gouberville n'a pas du tout l'intention de renoncer à sa lieutenance, comme en témoignent ses démarches sous François II puis sous Charles IX pour obtenir des confirmations¹¹.
- 5 La position de Gouberville change de nouveau à partir du printemps de 1562, après six années de latence. Nicolas Hennot lui adresse alors

[...] une missive et une commission pour vendre des boys pour le Roy, [...]. Laquelle commission adressante à luy et à moy, et pour ce qu'il a les mains liées à l'exercyce de son office, comme il m'escript, il m'envoyet lad. commission¹².

La formule n'est guère explicite, mais à la suite de ce courrier Gouberville participe à cette commission chargée de procéder à des aliénations du domaine. Il s'y implique beaucoup de mars à mai 1562. Dans le contexte difficile du premier printemps des guerres de religion, avec de sérieux troubles en juin à Valognes, Gouberville reprend

progressivement contact avec les activités traditionnelles de sa charge. A partir de septembre, et pour quatre mois, son engagement professionnel est plus intense qu'il ne l'a jamais été au cours de la période 1549-1563. Assez brutalement, son activité cesse en janvier 1563, peut-être en raison de nouvelles difficultés avec Nicolas Hennot¹³. Cette rupture a-t-elle été durable ? La partie conservée du *Journal* s'interrompt le 24 mars 1563 et les documents ultérieurs qui évoquent Gilles de Gouberville ne fournissent pas de renseignements sur son activité dans les eaux et forêts. Il semble cependant ne plus exercer sa charge à la fin de sa vie, puisqu'elle n'est mentionnée ni dans son testament (janvier 1578), ni dans le partage de ses biens, après sa mort en mars 1578.

L'activité professionnelle de Gouberville

- 6 Il est aisé, dans un premier temps, de présenter les principales activités qui incombent à qui gère les eaux et forêts. Gouberville est d'abord en charge du contrôle des espaces : il accomplit des tournées et des inspections, prend des initiatives pour lutter contre la dégradation du patrimoine (de la clôture des bois au curage des rivières en passant par la lutte contre les incendies), réprime la délinquance forestière (empiétements, vol de bois, braconnage). Il s'implique dans la gestion financière, tant ordinaire (enchère des herbages en mai et du « pasnage » des glands en octobre) qu'extraordinaire (ventes et aliénations de bois ou de « places vuides »). Il délivre du bois d'œuvre provenant des forêts royales pour des travaux (château de Cherbourg, fort d'Omonville) et plus rarement pour des navires (celui du capitaine de Cherbourg le 29 avril 1551). Il fournit aux bénéficiaires autorisés (officiers, clercs...) des « livrées » de bois de chauffage. Enfin il juge le contentieux des eaux et forêts lors des « hauts jours » qui se tiennent à Valognes, le mardi, à raison de quelques sessions par an (sept en 1549, mais trois seulement en 1550, du moins en présence de Gouberville).
- 7 À côté de ces tâches centrales et qui reviennent périodiquement dans le *Journal*, il faut souligner combien l'activité de Gouberville est aisément extensible. On le consulte pour les problèmes les plus divers concernant le bois et les constructions en bois (examen des halles de Montebourg, « qui estoient ruynées par antiquité », le 23 mai 1551). Il est concerné par tout ce qui touche en général au domaine royal. Il semble bien pouvoir intervenir pour tout vol (en particulier de bétail) : il instruit une affaire de ce type le 10 octobre 1555. Mais cela va plus loin encore. A Valognes, il peut être sollicité pour opiner dans le cadre d'un procès devant le lieutenant du bailli, procès qui débouche sur une condamnation à mort (26 novembre 1549). Une autre fois il participe à une « information » menée également par le lieutenant du bailli à Valognes (9 juin 1554). Il exerce d'autre part comme « officier ministériel », posant ainsi des scellés le 13 septembre 1558. Il est également impliqué dans les affaires militaires, secondant son beau-frère Jacques du Moncel, capitaine des montres du plat pays, dans sa tâche (29 mai 1549), accompagnant des troupes en déplacement, fournissant du blé aux soldats en garnison à Cherbourg (21 décembre 1557). Ainsi Gouberville peut-il être mobilisé de façons multiples « pour les affères du Roy ». Cette polyactivité administrative et judiciaire s'étend également aux finances, puisqu'il assiste plusieurs fois à l'enchère des baux du quatrième des vins (par exemple le 31 décembre 1551) et qu'il est chargé par les élus de Valognes d'accorder entre eux les asséeurs et taillables de la paroisse de Gouberville en octobre 1555. Il est bien difficile, dans cet investissement diversifié, de faire la part des conséquences du sous-encadrement, de la faible spécialisation et d'un rapport spécifique

au service du roi, conçu, en soi, comme quelque chose de global. En effet, dès que l'on quitte le strict domaine des eaux et forêts, on peut se demander à quel titre Gouberville est impliqué : simplement comme officier ou bien aussi comme sujet du roi ayant une certaine surface sociale en tant que noble, seigneur et « notable » (il est « bourgeois » de Cherbourg). Il est significatif, pour l'exemple concernant la taille, de voir les juges légitimes du contentieux se décharger sur le seigneur du lieu du règlement d'un conflit. Gouberville exerce donc une fonction large de maintien de l'ordre et de régulation sociale. Il me semble cependant que, pour une part décisive, il en va ainsi parce qu'il est officier du roi. De ce point de vue, la notion d'activité « professionnelle » reste pertinente, même lorsque les actes effectués n'ont guère de rapport avec la fonction précise qui est détenue.

- 8 Un autre intérêt du *Journal* est de pouvoir repérer les occurrences de l'activité « professionnelle » de Gouberville. Une telle enquête pose évidemment de multiples problèmes de méthode. Le premier, directement lié aux remarques qui précèdent, est de savoir comment définir, et donc circonscrire, cette activité « professionnelle ». Ce qui touche aux eaux et forêts est le plus aisément utilisable, mais d'autres tâches générées directement par la situation d'agent du roi ont également été retenues. Il en va ainsi par exemple des rencontres avec des officiers de haut rang, quels qu'ils soient (responsables des eaux et forêts mais aussi grands officiers de finance, gouverneur et lieutenant général, commissaires aux aliénations...).
- 9 Dans un certain nombre de cas, le caractère allusif du texte, qui est la limite la plus frustrante du *Journal*, pose problème. Lorsque Gouberville assiste aux assises du lieutenant du bailli à Valognes, il est parfois impossible de déterminer s'il prend part au rendu des sentences, s'il est partie au nom du roi, s'il vient pour une affaire privée qui le concerne ou implique l'un de ses proches. Par ailleurs l'emploi de termes à sens multiples complique le travail. Ainsi du mot « fief » qui peut sous sa plume correspondre parfois au fief, mais surtout soit à un bail à rente, le plus souvent privé, soit à une terre vague, en particulier sur le domaine royal. Quand Gouberville évoque des « fiefes », il sait donc bien sûr de quoi il parle, mais il n'est pas toujours possible au lecteur d'être aussi affirmatif...
- 10 Malgré ces difficultés, et en ayant conscience du caractère approximatif des résultats, l'exploitation du *Journal* peut, dans le domaine mal connu de l'activité effective des agents, fournir des données précieuses. La pondération temporelle des diverses activités est toujours délicate. A titre d'exemple, voici ce qu'il est possible d'estimer pour les deux années 1549 et 1555 (comptées d'une Annonciation à l'autre) :
 - journée totalement ou très largement consacrée à sa charge : 18 en 1549 ; 24 en 1555.
 - journée avec activité ponctuelle ou limitée : 16 en 1549 ; 12 en 1555.
 - journée avec élément isolé ou très réduit (signature d'un mandement, réception d'une requête...) : 12 en 1549 ; 6 en 1555.
- 11 On peut donc grossièrement estimer ici que l'activité « professionnelle », en période normale, concerne activement un jour sur dix environ. Elle disparaît presque totalement pendant la période d'abstention de Gouberville (en 1557, on ne repère que 4 journées et 4 démarches ponctuelles ; en 1560, 4 démarches ponctuelles seulement). Puis vient le temps de la suractivité : durant les quatre mois qui vont du 20 septembre 1562 au 26 janvier 1563, Gouberville est mobilisé un jour sur quatre, et dans les deux tiers des cas pour au moins une bonne partie de la journée.

- 12 Une première conclusion s'impose : l'exercice effectif de la charge est marqué chez Gouberville par une extrême irrégularité, liée directement aux aléas de sa carrière. Mais en y regardant de plus près, on s'aperçoit que cette irrégularité se retrouve bien présente pendant les années d'exercice normal (1549-1555). Ainsi des deux grandes dates du calendrier des forêts, la « bannie » des herbages de mai à la fin d'avril et la visite des forêts le 11 juin pour déterminer s'il y aura ou non « pasnage ». En 1551, Gouberville n'assure ni l'une, ni l'autre. Il effectue la tournée du 11 juin trois fois sur sept seulement (en 1550, 1553 et 1554) alors qu'il va la faire une fois au temps de l'abstention (1557). Et il ne mentionne pas l'envoi à sa place d'un représentant, parmi ceux de ses proches qui le secondent pour les affaires du domaine, Thomas Drouet, Cantepye ou Symonnet.
- 13 D'autre part, Gouberville a de larges possibilités pour s'absenter, quelle que soit la saison. Ainsi passe-t-il 48 jours à Rouen en juillet août 1550, puis de nouveau 57 jours de décembre 1550 à février 1551, pour des séjours à finalité exclusivement privée (procès, cure médicale...). En 1555, il assure une activité normale tout en étant absent une centaine de jours. Or ce n'est pas faute de travail, au moins potentiellement, dans une vicomte qui est aux dires de Michel Devèze, l'une des plus boisées de France. Gouberville a quelque 17 000 arpents de bois sous sa juridiction, dont au moins 13 000 pour la seule forêt royale de Brix, aujourd'hui disparue¹⁴. Sans parler d'importants marais et de la présence de la côte. L'engagement de Gouberville est donc relativement limité et parfois assez longuement interrompu, mais en même temps il demeure permanent et étalé sur toute l'année (du moins en 1549-1555). Par ailleurs, il ne faut pas oublier que, dans sa diversité la plus grande, telle qu'évoquée plus haut, il dépasse sans doute un peu ce que les données chiffrées permettent ici de percevoir. D'autant qu'à tout moment un ordre quelconque (fourniture de bois, commission d'aliénation...) peut l'obliger à s'activer... du moins quand il n'est pas en voyage. Il est cependant impossible de déterminer si et comment s'articulent le calendrier de ses déplacements personnels et celui de ses obligations.

Gouberville officier « moyen » : les critères et leur pertinence

- 14 La relative modestie de sa charge pourrait-elle expliquer la facilité avec laquelle le lieutenant des eaux et forêts peut s'éloigner de sa circonscription d'exercice ? Pour trancher, des études comparatives précises sur l'engagement des officiers royaux au XVI^e siècle sont nécessaires ici¹⁵. Mais une question immédiate se pose : que vient faire un officier « modeste » dans un dossier sur les officiers « moyens » ? Il convient ici de prendre la mesure de l'homme et de la fonction, en étudiant la hiérarchie des charges puis la position financière de Gouberville et de son office et enfin le niveau culturel de son titulaire.
- 15 Jusqu'en 1555, la lieutenance exercée par Gouberville constitue le deuxième niveau hiérarchique dans la province, immédiatement sous le grand maître. Dans cette configuration, sa position est clairement « moyenne », car un abondant personnel de verdiers, de procureurs et greffiers des forêts, de sergents travaille sous les lieutenants. Les créations consécutives à l'édit de 1555 déclassent *de facto* Gilles de Gouberville. Mais le problème peut alors être posé d'une autre façon, en invoquant la géographie administrative : on notera ainsi que la vicomté de Valognes correspond en gros à

l'élection de Valognes : si le lieutenant des eaux et forêts n'y est pas un officier moyen, ne faut-il pas en dire autant des élus ? Par ailleurs cette vicomté va devenir, au siècle suivant, un « bailliage secondaire » : le niveau de son personnel en 1550 est donc équivalent à ce que sera celui de bien des petits bailliages du temps de Louis XIII ou de Louis XIV.

- 16 Sur le plan financier, si on ignore la valeur de la charge de lieutenant¹⁶, on sait qu'en 1556 Gouberville est prêt à promettre 1 300 écus (soit 3 000 livres) pour acquérir la maîtrise du bailliage¹⁷. Il a donc une importante capacité de mobilisation de fonds. L'argent qu'il se propose de fournir est supérieur, parfois nettement, à la valeur de nombreux offices d'élus tels qu'ils apparaissent dans des transactions au milieu du siècle (600 écus à Loches en 1543, 1 200 écus à Beauvais en 1555...) et plus encore à celle de maîtres des eaux et forêts d'Île-de-France (Bray-sur-Seine : 300 livres en 1546, Coulommiers : 700 livres en 1542). En 1546, l'office de lieutenant criminel du bailliage de Cotentin vaut pour sa part 1 000 écus aux parties casuelles. Dans le tarif du marc d'or de 1583, le premier disponible, il est donc logique, en raison de ce que l'on sait de l'importance du patrimoine forestier et de la position de Gouberville, de situer sa charge à 4 onces (soit 108 livres), c'est-à-dire le niveau des maîtres particuliers des eaux et forêts, et non à deux onces, dans la position subalterne de lieutenant de maître particulier, au même niveau que les gruyers et verdiers de forêts de petites étendue et leurs lieutenants ou leurs greffiers¹⁸.
- 17 Sur le plan culturel, la formation scolaire de Gilles de Gouberville demeure ignorée. Il a fréquenté au moins une école, voire un collège¹⁹, mais un passage à l'université semble peu probable. L'analyse d'Huppert en ce domaine doit être à mon sens largement revue. Il fait en effet de Gouberville un « avocat et juriste de talent ». Or on constate qu'il passe beaucoup de temps en consultations juridiques auprès d'hommes de loi²⁰. Rien, dans le *Journal*, ne permet d'affirmer comme le fait Huppert que Gouberville « garde sous la main les ouvrages de droit fondamentaux nécessaires à sa profession ». Il récupère à l'automne 1555 deux douzaines de livres qui lui viennent de son frère Guillaume, qui selon toute apparence poursuivait des études à Paris et auquel il versait une rente. Mais nous ignorons de quels ouvrages il s'agit et Gouberville n'y fait pas d'autres allusions. Il apparaît en fait plutôt comme un administrateur et juge non lettré. Il est frappant de remarquer que le latin ne vient pratiquement jamais sous sa plume²¹. Il utilise l'alphabet grec comme un simple code secret, lettre pour lettre... ce qui signifie à l'évidence qu'il ne maîtrise pas cette langue.
- 18 Pour autant Gilles de Gouberville n'est pas un rustre ignorant. Ici encore, Huppert tombe à plat en affirmant :

Si Gouberville avait rencontré un homme tel que Montaigne, il l'aurait mortellement ennuyé en lui parlant de ses cochons.

La littérature contemporaine aurait pu leur fournir de nombreux sujets de conversation. En effet si Gouberville semble ne lire qu'en français, du moins ses centres d'intérêt sont-ils variés, et il est rapidement au courant des dernières traductions. A côté d'*Amadis de Gaule* (traduit en 1540), des *Centuries* et de l'*Almanach* de Nostradamus, on notera qu'il lit le *Quart livre* l'année même de sa première édition (1552), *Le Prince* de Machiavel, l'année de sa traduction (1553) et qu'il évoque en novembre 1555 les *Diverses leçons* de l'Espagnol « Pierre Messye » (Pedro Mexia) traduites en 1552²². On rappellera au passage que Messie est un auteur fort apprécié de Montaigne... Gouberville lit donc des ouvrages relativement ambitieux : sa culture est assez riche, mais, autant qu'on puisse en juger, essentiellement en français. Si ce trait l'écarte de la forme de culture propre aux magistrats, il est loin

d'apparaître comme un « quasi paysan » ainsi que le désigne, d'une façon un peu maladroite, Emmanuel Le Roy Ladurie.

La sociabilité de gilles de Gouberville

- 19 Ce qui frappe au premier abord, en matière de sociabilité c'est la position originale de Gouberville. C'est en effet un célibataire (avec plusieurs enfants naturels), et, plus étonnant encore, il habite à la campagne : sa résidence ordinaire n'est pas à Gouberville, mais au manoir du Mesnil-au-Val, il est vrai proche de Cherbourg (8 km) et de Valognes (15 km). Pour exercer ses diverses activités, Gouberville se rend régulièrement dans ces deux cités, voire dans d'autres villes (en particulier Bayeux). Rappelons d'ailleurs qu'il est juridiquement bourgeois de Cherbourg. Sa grande mobilité, sur de courtes distances, constitue une de ses caractéristiques supplémentaires, même s'il a tendance à la réduire à partir de 1556²³. Mais il faut souligner que nombreux sont les officiers qui passent par le Mesnil-au-Val : Gouberville reste ainsi toujours en contact avec ce milieu²⁴.
- 20 Pour Madeleine Foisil, c'est un gentilhomme campagnard qui se lie au mieux avec de « petits officiers de judicature ». George Huppert de son côté évoque sa réserve, voire ses réticences, devant la fréquentation de la noblesse, la grande distance qui le sépare des « véritables gentilshommes »²⁵. Or, ici, un correctif s'impose. La richesse des contacts, l'ouverture sociale de Gilles de Gouberville, qui constitue un trait général de sa position, concernent aussi les échelons élevés de la société, tant de l'office que de la noblesse. Pour le monde des grands officiers et des commissaires du roi, le printemps 1549 constitue une illustration, il est vrai extrême : notre lieutenant des eaux et forêts est en contacts étroits avec Roland Trexot, seigneur de Baleroy, conseiller au parlement de Rouen et commissaire pour bailler le domaine à cens. Il l'hébergera d'ailleurs plus tard dans l'année (le 3 août et le 29 septembre). Gouberville loge le grand maître des eaux et forêts Louis de Rouville le 30 mai et a, le 7 mai, une longue conversation avec le lieutenant général de Normandie.
- 21 Socialement, de façon encore plus significative, il est en relations régulières avec l'aristocratie implantée dans la région, en particulier les Savoie-Villars-Tende, qui possèdent un château à Valognes, mais plus encore les Estouteville-Saint-Pol, dont le château se trouve à Bricquebec²⁶. Sans être, à l'évidence, sur un pied d'égalité avec ces personnages, il entretient avec eux des relations faites de participation aux fêtes, de conversations, de cadeaux, de prêts de chien de chasse qui manifestent sinon une familiarité, du moins un commerce aisé.
- 22 La lecture traditionnellement faite du voyage à la cour en 1556 mérite également, dans la même perspective, d'être revue. Madeleine Foisil fait de Gouberville un hobereau un peu perdu dans ce milieu. Le tableau dressé par George Huppert est même franchement caricatural²⁷. L'adaptation sociale de Gouberville, déjà habitué à fréquenter ducs et comtes, semble en fait relativement aisée. D'autant que nombre de ceux qu'il côtoie en Cotentin ont déjà eu l'occasion de se rendre à la cour ; son cousin Billon qui sert madame d'Estouteville, y détient d'ailleurs un office (non précisé) et y sert par quartier. Gouberville prend soin de faire quelques frais de toilette (dont un achat de parfum). Il assiste aux cérémonies, prend part à la vie de cour et porte même la petite-fille du connétable lors d'un bal. Dans un milieu encore assez peu policé (Gouberville note pendant le bal le soufflet que donne la gouvernante de la reine à un jeune garçon qui la presse trop)²⁸, cette acclimatation n'est d'ailleurs sans doute pas très difficile. Ce qui ne

l'empêche nullement de passer beaucoup de temps avec des gens de cour de situation modeste. Il semble en fait que l'échec de la démarche de Gouberville – il ne parvient pas à acquérir l'office qu'il convoite – a consciemment ou non rejailli sur son image sociale : il échoue parce qu'il n'est pas à sa place. Ici le texte est à mon sens sollicité à tort car cet échec n'est pas lié à un déphasage socio-culturel. Un véritable problème se pose alors, celui des appuis éventuels de Gilles de Gouberville dans sa démarche. Mais les limites de la source obligent à le laisser en suspens, même si des indices ténus peuvent laisser croire à quelques initiatives : le 10 février 1556, un homme de loi, lié à lui, va à Cheverny parler (mais de quoi ?) au connétable ; le 16 février, Gouberville fréquente le « logis de Monsr Danguyen (d'Engien) », époux de la duchesse d'Estouteville.

- 23 Quoi qu'il en soit, ce « modeste gentilhomme campagnard » a de vastes horizons sociaux et culturels. A titre d'ultime illustration, on retiendra sa fréquentation occasionnelle d'étrangers, non seulement à Rouen (un gentilhomme piémontais, un Florentin, un Portugais), mais aussi à Valognes (un Écossais de la garde du corps du roi), à Cherbourg (le capitaine Mellon, gentilhomme italien) et même au Mesnil-au-Val, où un jeune Anglais – fils d'un Robert Bordes qui lui même y vient trois fois (octobre 1551, septembre 1553 et octobre 1555) – fait un séjour durable (80 mentions de 1551 à 1553)²⁹.
- 24 Sur les relations de Gouberville au sein du monde des officiers, seules quelques remarques seront ici développées. On retrouve, sans qu'il soit besoin de s'y attarder beaucoup, la présence déjà forte des réseaux familiaux de l'office. Ainsi deux beaux-frères de Gouberville sont-ils, l'un, lieutenant de l'amirauté à Cherbourg et l'autre, lieutenant général du bailli de Caen à Bayeux. Plusieurs de ses « cousins » (dont le degré exact de parenté reste impossible à préciser) sont aussi dans ce cas : un élu de Valognes, l'avocat du roi à Valognes. Mais en matière de réseau familial local, le plus important pour l'heure est celui des Laguette, issus semble-t-il de la notabilité de Cherbourg, et dont la réussite est liée à l'ascension de Jean, l'un des grands officiers de finance du royaume dans les années 1528-1555. Son frère Thomas est vicomte de Valognes depuis 1530 et deux beaux-frères sont respectivement contrôleur de l'élection et lieutenant du vicomte. À la génération suivante, en place à partir du milieu du XVI^e siècle, on trouve un élu, un procureur du roi et un lieutenant du bailli, tous à Valognes, ainsi qu'un lieutenant général du bailli de Cotentin et, plus modestement, un verdier.
- 25 Au passage, il importe de souligner des dénivellations importantes, en raison de la nature et de la dignité des charges détenues, au sein même des « familles d'officiers », ainsi celle qui sépare les deux derniers cités pour les Laguette. Il en va de même pour Gouberville : rappelons que son cousin Billon tient un office de cour et qu'un autre cousin, François d'Orglandes, est gentilhomme de la chambre et capitaine des vicomtés et châtellenies de Carentan et Saint-Sauveur-Lendelin.
- 26 La position très forte des Laguette pourrait inciter à une lecture en termes de mainmise « clanique » sur le pouvoir local. Or à la lecture du *Journal*, on ne ressent rien de tel. Si l'influence des Laguette est réelle, l'impression qui s'impose est celle, non d'une domination des uns sur les autres, mais d'un système d'échanges de service entre les officiers. Gilles de Gouberville peut faciliter l'utilisation des ressources du domaine (par exemple avec les « livrées » de bois) ; en « retour », le capitaine de Cherbourg entérine sans difficulté une résidence urbaine très théorique, mais riche d'avantages pour Gouberville, et le vicomte de Valognes anticipe pour lui une pièce administrative. Ce qui transparaît en effet nettement dans le *Journal*, c'est l'intérêt de l'appartenance au milieu de l'office pour la gestion, au sens large, de sa vie sociale : lors de ses nombreux procès

privés (il est bien plus disert sur eux que sur ceux qu'il instruit au nom du roi) Gilles de Gouberville, officier et justiciable, peut profiter de ses relations privilégiées avec des juges (y compris ceux du présidial de Saint-Lô).

- 27 Sur le plan financier, il obtient des délais de paiement des officiers de finance quand il acquiert des portions du domaine. Il leur emprunte aussi des fonds dont certains proviennent peut-être des caisses royales (il est ainsi débiteur du receveur du domaine le 10 décembre 1555 et de celui des tailles le 8 février et le 5 juin de la même année). Il a de nombreuses facilités pour accéder aux documents nécessaires à ses procès (le 27 novembre 1549 il visite trois familles d'officiers de finance pour consulter d'anciens registres de la recette du domaine). Les notes du 30 janvier 1554 offrent une articulation exemplaire d'un mélange des affaires en cours et des relations avec les officiers : Gouberville se rend à Valognes pour une affaire privée devant le lieutenant du bailli « touchant les fiefes et contre Gateville ». Il tient sa juridiction des eaux et forêts et reçoit ensuite en cadeau une orange et un citron. Il rencontre le receveur des tailles pour les « fiefes », lui donne les deux fruits ainsi que la moitié d'un chevreau... et fait porter l'autre moitié chez le lieutenant du bailli. Ces cadeaux prennent ici place dans le cadre de relations régulières avec les bénéficiaires.
- 28 Pour autant, l'entente n'est évidemment pas parfaite. En témoigne le grave incident de décembre 1555. Le 3, le vicomte Thomas Laguette a demandé à Gouberville délivrance d'une quinzaine de chênes, ce que celui-ci refuse de faire « pour ce que ce seroyt contre les ordonnances » : éthique professionnelle et relations sociales entrent ici en contradiction, sans que le *Journal*, muet comme à l'ordinaire sur les motivations de son auteur, puisse nous éclairer plus avant. Une semaine plus tard, le ton monte entre les deux hommes,

[...] tellement que, sur ce qu'il me démentit en me disant injure avec le démentir je luy donnai...

Le mot ne sort pas de la plume mais il est facile à déduire : un soufflet. Gouberville, conscient de sa « folie » – il emploie ce mot le lendemain – est inquiet. Mais il n'est nullement broyé par le clan Laguette... car il n'y a pas en fait de véritable clan politiquement opératoire : exactement au même moment le vicomte a une querelle sérieuse avec son neveu le lieutenant du bailli, querelle qu'ils n'arrivent pas à « appointer ». De plus Jean Laguette a été mis en procès par le roi plus tôt dans l'année. Cependant Gouberville peut légitimement craindre un geste de violence à son encontre. Le milieu des officiers locaux est en effet parcouru de nombreuses manifestations violentes. En témoigne par exemple le comportement de Rolland Le Parmentier, officier du roi et beau-frère de Laguette, et plus encore celui de ses deux fils qui seront exécutés pour meurtre en 1560³⁰. Louis, frère de Gilles de Gouberville, est pour sa part condamné à mort comme complice de deux assassinats avant d'obtenir une lettre de rémission. Gilles lui-même est victime en 1545 d'un coup d'arquebuse apparemment jamais élucidé : l'enquête est toujours en cours dix ans plus tard³¹. L'opposition développée par Huppert entre officiers retors et manipulateurs et gentilshommes « traditionnels » désespérés et violents est donc ici largement à revoir³². La violence physique, qui semble il est vrai plus marquée en basse qu'en haute Normandie, nécessiterait une étude plus large pour déterminer si elle a une spécificité propre au monde de l'office ou si elle est assimilable à celle de l'ensemble de la petite gentilhommerie, à laquelle se rattache au moins une partie des officiers locaux.

- 29 Ces quelques éléments sur Gilles de Gouberville permettent donc de rectifier des perspectives historiques discutables. Il est bon en effet de rappeler ici qu'au milieu du XVI^e siècle un même individu peut être un officier du roi et un exploitant agricole actif, un rural à l'aise en ville, un homme au contact des paysans et des artisans comme des gentilshommes et des aristocrates, un lecteur d'*Amadis de Gaule* et de Machiavel, un homme de l'oralité et de l'écriture... Le monde de Gouberville officier « moyen » (peut-être, il est vrai, un peu en dessous de la « moyenne »...) est assez différent de celui qui est présenté dans les autres contributions de ce dossier. Il permet cependant de prolonger la réflexion sur la nature et l'ampleur de l'engagement au service du roi (notion essentiellement implicite dans le *Journal* : on ne peut guère cerner ce qu'y mettrait Gouberville lui-même). Ce n'est pas pousser trop loin le goût du paradoxe que de dire de l'engagement de Gouberville sur ce plan qu'il est à la fois limité dans le temps mais toujours présent (au moins à l'état latent) et extensible au-delà de son domaine précis de compétence ; il est par ailleurs important pour son statut et sa position, sans être un critère unique de définition sociale.
- 30 On a remarqué combien les questions de chronologie étaient aiguës. D'abord au cours de l'existence même de Gouberville : les quinze années connues de sa vie montrent de nettes évolutions : on aimerait en savoir autant sur la période qui suit (en particulier sur l'impact des guerres de religion, Gouberville se réinvestissant dans sa charge au moment même où elles éclatent). Ensuite sur le « destin collectif » des officiers « moyens » : au-delà du choix même des critères de classement, il est clair que ceux-ci connaissent des glissements et des inflexions sensibles entre la fin du Moyen Âge et la Révolution, et qu'il faut apprendre à en mieux tenir compte.

NOTES

1. *Le Journal du Sire de Gouberville*, Bricquebosq, Les Éditions des champs, 1993-1994, 4 vol. Rappelons que les parties conservées du *Journal* concernent 14 années consécutives, du 25 mars 1549 au 24 mars 1563. Le texte proprement dit couvre 1189 pages imprimées. Cette nouvelle édition, avec la publication d'annexes, d'accès auparavant difficile, et la réalisation d'index, inexistants jusque là, constitue, en elle-même, un instrument de travail précieux.
2. Il est réédité en 1972 : Abbé A. Tollemmer, *Un sire de Gouberville, gentilhomme campagnard au Cotentin de 1553 à 1562*, Paris-La Haye, Mouton/Maison des sciences de l'homme, L-841 p., avec une longue préface d'Emmanuel Le Roy Ladurie que celui-ci reprendra en 1977 dans sa contribution au tome premier de *L'Histoire économique et sociale de la France* (p. 659-689). C'est à Tollemmer que l'on doit l'appellation malheureuse de « sire » de Gouberville, qui n'a aucune signification valable et dont il faut souhaiter une progressive disparition dans la littérature sur ce personnage.
3. Madeleine Foisil, *Le Sire de Gouberville*, Paris, Aubier, 1981, 288 p. Pour une bibliographie « goubervillienne » exhaustive à la date de publication, se reporter au tome 4 de l'édition citée note 1, p. 415-450.
4. Michel Devèze, *La Vie de la forêt française au XVI^e siècle*, 2 vol., Paris, SEVPEN., 1961, t. II, p. 157-160 ; George Huppert, *Bourgeois et gentilshommes. La réussite sociale en France au XVI^e siècle*, Paris, Flammarion, 1983, 293 p., traduction de l'édition anglaise de 1977, p. 169-197.

5. *Journal*, t. IV, p. 121 et 184 note 1. Louis de Rouville est grand maître en Normandie et Picardie depuis le 9 mars 1520.
6. *Ibid.*, t. IV, p. 125-126. Guillaume de Gouberville meurt entre novembre 1543 et juin 1544.
7. Michel Devèze, *op. cit.*, t. I, p. 284 et 298.
8. Publié dans Antoine Fontanon, *Les Édicts et ordonnances des roys de France*, Paris, 1580, t. II, p. 1083-1090. On peut observer dans le *Journal* les conditions de circulation de l'information officielle : le 19 mars 1555, à Valognes, l'écu Pinart promet à Gouberville de lui montrer le texte de l'édit. Une semaine plus tard, c'est le curé de Cherbourg qui le lui prête. Enfin, le 4 avril, à Bayeux, Gouberville le présente à un officier, sans doute pour le consulter sur ce qu'il doit faire : *Journal*, t. II, p. 168, 170 et 172. Dans mes références, j'ai systématiquement rétabli le début de l'année au 1^{er} janvier : Gouberville, en effet, suivant en cela le style de Coutances, fait débiter l'année civile à l'Annonciation (25 mars).
9. Sa situation y est compliquée par le fait qu'un incident sérieux l'a opposé en décembre 1555 à Thomas Laguette, vicomte de Valognes, homme puissant localement. Gouberville évite donc Valognes dès janvier 1556.
10. Abbé Tollemer, *op. cit.*, p. 438.
11. *Journal*, t. III, p. 559, 656 et 733-734.
12. *Ibid.*, p. 759 (9 mars 1562).
13. *Ibid.*, p. 843 et 860.
14. Michel Devèze, *op. cit.*, t. I, p. 234.
15. À titre de comparaison, voir l'activité déployée par les grands officiers de finance dans Philippe Hamon, « Messieurs des finances », *les grands officiers de finance dans la France de la Renaissance*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière, 1999, p. 83-114.
16. George Huppert, *op. cit.*, p. 200, la juge d'une valeur inférieure à 2 000 livres, mais sans fournir de référence.
17. En 1562, il envisage d'ailleurs l'achat d'une charge de vicomte, très probablement à Valognes. Or celle-ci se négociait 4 000 écus une génération plus tôt : A.N., Minutier central, XIX, 69 (25 septembre 1530).
18. Jean Nagle, *Le Droit de marc d'or des offices. Tarifs de 1583, 1704, 1748. Reconnaissance, fidélité, noblesse*, « Travaux d'histoire éthico-politique », n° 52 », Genève, Droz, 1992, 277 p., p. 112 et 117.
19. Allusion à un de ses maîtres le 24 décembre 1556, à un ancien compagnon d'école, peut-être à Bayeux, le 29 mars 1561, *Journal*, t. II, p. 320 et t. III, p. 657.
20. George Huppert, *op. cit.*, p. 172. Il s'appuie sur une note du 9 janvier 1554 (t. II, p. 65) et commet ici un contresens : ce n'est pas Gouberville qui est alors sollicité pour éclairer un point de droit, au contraire, c'est lui qui, comme à l'ordinaire, interroge des spécialistes pour « sçavoyr sy une femme veufve aveugle seroyt pour ce desrollée de la taille », et ce au nom de l'intéressée.
21. Le seul livre de droit mentionné dans le *Journal* (le 12 novembre 1554) est « ung texte d'Institute ou estoit escripte une roe pitagorique ». Plutôt que d'une édition latine, il s'agit sans doute ici d'une traduction en vers de ce traité de droit romain, déjà ancienne mais publiée à cette époque.
22. Sur les livres de Gouberville, voir une synthèse des références dans le *Journal*, t. IV, p. 43-47.
23. Madeleine Foisil, *op. cit.*, p. 163-172.
24. Voir par exemple, au printemps 1556, le passage le 18 mai du receveur du domaine et du lieutenant du bailli à Valognes, le 11 juin d'un élu, le 19 juin du capitaine de Cherbourg..., *Journal*, t. II, p. 268, 273 et 275.
25. Madeleine Foisil, *op. cit.*, p. 47 (avec il est vrai un correctif partiel p. 188, note 10) ; George Huppert, *op. cit.*, p. 179.
26. Voir par exemple dans le t. II pour les Savoie, p. 67, 91, 93, 167... ; pour les Estouteville, p. 64, 77, 94, 100, 118...

27. Madeleine Foisil, *op. cit.*, p. 160-161 ; George Huppert, *op. cit.*, p. 181-184. Le texte se trouve dans le t. II du *Journal*, p. 245-250.
28. Sur ce plan voir aussi l'ambiance au château de Bricquebec en 1558 lors de la fête des Innocents, t. III, p. 467-468.
29. *Journal*, t. I, p. 12, 38, 64, 102, t. II, p. 251
30. *Journal*, t. II, p. 26, t. III, p. 443, 561 et 605. Autres exemples, t. IV, p. 73.
31. *Journal*, t. IV, p. 95 et 107.
32. George Huppert, *op. cit.*, p. 175.